

LA GUERRE ET LA PAIX : LE CANADA ET LA CRISE DU GOLFE



Vic Johnson / MDN

La libération du Koweït a ouvert un nouveau chapitre dans l'évolution des affaires mondiales, quand les États membres des Nations Unies ont fait bloc pour appliquer les règles du droit international. Depuis longtemps, le Canada apporte son appui à l'ONU, et la crise du golfe Persique a donné un nouveau sens aux principes dont cet organisme s'inspire et aux pouvoirs qu'il détient.

Pendant cette crise, le Canada a joué un rôle actif sur les plans diplomatique, économique et militaire, en contribuant à organiser l'embargo décrété par l'ONU, en aidant les personnes et les pays les plus durement éprouvés par l'agression iraquienne et en envoyant du matériel et du personnel militaires dans le golfe Persique.

Dans les jours et les semaines ayant suivi l'invasion du Koweït par l'Iraq, le Canada a insisté sur le rôle essentiel que les Nations Unies devaient jouer pour que soit trouvée une solution à cette crise. Plus particulièrement, le Canada a incité

les États-Unis à déployer leurs efforts sous l'autorité des Nations Unies, plutôt qu'à réagir d'une façon unilatérale. Il était également fermement convaincu qu'une confrontation armée ne devait avoir lieu qu'une fois épuisées toutes les possibilités de règlement pacifique.

Au cours du dernier semestre de 1990, le Canada occupait une place de choix pour observer la situation et influencer sur le cours des événements, car il siégeait au Conseil de sécurité et participait à l'intense campagne diplomatique menée pour obtenir un retrait pacifique de l'envahisseur du territoire koweïtien. Sur la douzaine de résolutions concernant le Koweït, il en a coparrainé dix.

Il a également pris sans tarder des mesures pratiques pour aider les populations innocentes qui avaient souffert de l'invasion. En août, le Canada a annoncé la création d'un fonds de 75 millions de dollars destiné à fournir une aide humanitaire aux pays de la

région et, notamment, à la Jordanie et à l'Égypte. Il a fourni en outre du personnel et du matériel militaires aux forces de la Coalition en envoyant dans le Golfe trois navires, vingt-six avions de chasse et 2 500 hommes et femmes.

À la recherche de la paix

Le monde entier a été témoin de l'intensité et de la sincérité avec lesquelles on a cherché une solution pacifique et juste. Il n'y eut jamais de doute quant à la nécessité absolue pour l'Iraq de se retirer du Koweït. Afin d'éviter le recours à la force, de nombreux pays ont fait des propositions et entrepris des initiatives diplomatiques alors que, dans le Golfe, on assistait à une application rigoureuse des sanctions et au déploiement d'une force militaire massive.

Le premier ministre du Canada, M. Brian Mulroney, avait proposé des éléments de solution que le Secrétaire général des Nations Unies,

Les navires canadiens le *Terra Nova*, le *Protecteur* et l'*Athabaskan* dans le Golfe.

M. Perez de Cuellar, avait présentés à Bagdad; il s'agissait notamment de définir un processus destiné à régler le différend opposant l'Iraq au Koweït, de garantir toutes les frontières, en particulier celles de l'Iraq, de s'engager à régler les autres problèmes du Moyen-Orient et, condition essentielle, d'obtenir un retrait complet des troupes irakiennes.

Le monde sait maintenant que, pas plus que les autres, cette démarche diplomatique n'a abouti, car le gouvernement irakien a refusé de se conformer aux conditions indiquées.

Quand la diplomatie échoue

Lorsque la guerre a finalement éclaté, le premier ministre Mulroney a déclaré à la